

Compléter les statistiques financières internationales

La crise a fait apparaître des lacunes importantes

Adelheid Burgi-Schmelz

LA RÉCENTE crise a fait apparaître le manque de données dans des domaines importants qui auraient pu aider les autorités à mesurer et à comprendre les risques posés au système international par une intégration de plus en plus poussée des économies et des marchés financiers. Pour surveiller la stabilité financière, il est essentiel de disposer à temps de statistiques intrinsèquement cohérentes et comparables entre pays. Une meilleure information sur les liens entre établissements financiers sous forme, par exemple, de prêts interbancaires, de prêts de titres, d'accords de pension et de contrats sur dérivés est indispensable pour aider les autorités à assurer la stabilité financière.

Avant la crise, les systèmes de statistiques n'ont pas pleinement rendu compte de l'intégration accrue des économies et des marchés et du renforcement des liens entre établissements financiers. Les preuves abondent que les risques de crédit ont été aggravés par de lourds emprunts, dont une grande partie en dehors des établissements de dépôt traditionnels (tels que les banques) sous forme de papier commercial, d'accords de pension et autres instruments de marché analogues. Le recours important au financement à court terme pour l'achat d'actifs à long terme (transformation des échéances), qui a causé une asymétrie des échéances des actifs et des passifs des sociétés, a posé un gros problème durant la crise. Mais, en raison du manque de données, les autorités de réglementation et de contrôle ainsi que les opérateurs n'ont pu pleinement évaluer le degré de transformation des échéances ou d'interdépendance des établissements et des marchés.

Une leçon fondamentale pour la stabilité financière

Les autorités de contrôle, les dirigeants et les investisseurs doivent avoir suffisamment de données pour évaluer plus rapidement les effets que peut avoir, par exemple, la faillite d'un établissement sur d'autres grands établissements par la voie du crédit de contrepartie, ainsi que sur les marchés financiers, les accords de paiement, de compensation et de règlement, a noté récemment Daniel Tarullo, Gouverneur du Conseil de la Réserve fédérale (Tarullo, 2010). La nécessité de disposer à temps de données complètes et très fréquentes pour suivre les risques systémiques liés aux opérations des établissements financiers d'importance systémique a été soulignée récemment par Dominique Strauss-Kahn, Directeur général du FMI (Schneider, 2010) : «Nous avons

besoin de plus de données, notamment sur un nombre assez petit de gros établissements financiers d'importance systémique... Le FMI a pour mandat de surveiller les pays, mais, aujourd'hui, nous avons des institutions aussi grandes, voire plus grandes, que bien des pays. Comment exercer une surveillance mondiale sans disposer de données sur les opérations de ces grands établissements?».

Dans cette optique, le Groupe des 20 pays avancés et émergents (G-20) a demandé au FMI et au Conseil de stabilité financière (CSF), que le G-20 a créé l'an dernier pour détecter les problèmes du système financier et superviser les mesures correctives, d'explorer ces lacunes et de lui soumettre des propositions visant à renforcer la collecte des données (Burgi-Schmelz, 2009). Le Comité monétaire et financier international, comité directeur du FMI, a souscrit à cette demande en avril 2009 et de nouveau en 2010.

Qu'est-ce qui manque?

Le FMI et le CSF ont fait 20 recommandations (FMI et CSF, 2010, page 12), parmi lesquelles :

- Renforcer les données essentielles à une détection et un suivi efficaces de l'accroissement du risque dans le secteur financier : améliorer l'accès aux données permettant de détecter l'accumulation des risques dans le secteur bancaire tout en assurant une meilleure couverture des segments du secteur financier où la communication des données n'est pas bien établie, tels que les sociétés financières non bancaires.
- Améliorer les données sur les connexions du réseau financier international : améliorer l'information sur les liens financiers des établissements financiers d'importance systémique et renforcer la collecte des données sur les flux bancaires transfrontaliers, les positions d'investissement et les engagements, en particulier, pour détecter les activités des établissements financiers non bancaires.
- Renforcer les données importantes pour surveiller la vulnérabilité des économies aux chocs : améliorer la couverture sectorielle du bilan national et les données sur les flux de fonds, en particulier pour fournir à temps des statistiques de finances publiques normalisées et comparables et des données sur les prix de l'immobilier, secteur qui pose des problèmes particulièrement délicats. Les méthodes d'établissement de ces données varient d'un pays à l'autre, et pourtant l'impact des prix des logements sur le patrimoine net des ménages est très important dans la crise actuelle.

- Promouvoir une bonne communication des statistiques officielles pour mieux faire connaître les données disponibles aux fins de la politique économique.

Les travaux de suivi ont commencé. Dans certains cas, des problèmes importants se posent : il est, par exemple, difficile de trouver les ressources dont ont besoin les organes statistiques, ou de modifier la législation. Dans d'autres, les lacunes ont trait à des initiatives existantes où le cadre conceptuel de la saisie des données est bien développé, comme dans l'enquête coordonnée du FMI sur les investissements de portefeuille.

Pour une collecte efficace des données

Pour passer de la détection des lacunes à des systèmes efficaces de collecte, de gestion et de communication des données — un processus compliqué —, il faut établir un ordre de priorité dans les activités, une coordination et une coopération efficaces entre les organismes internationaux et les autorités nationales, des ressources suffisantes et, dans nombre de pays, un appareil législatif adéquat pour assurer que les organismes de réglementation et de statistique sont plus à même de recueillir les données dont ils ont besoin. Les hauts fonctionnaires participant à une conférence à Bâle en avril dernier en ont reconnu les difficultés (FMI, 2010). Ils ont noté que certaines des recommandations les plus difficiles à appliquer, comme celles qui appellent à mieux comprendre les réseaux financiers mondiaux, sont parmi les plus importantes pour une meilleure analyse de la stabilité financière.

Il est donc impérieux que les dimensions internationales soient reconnues et que les instances de réglementation du monde entier, en particulier dans les juridictions dotées de centres financiers importants, participent à l'effort. Par exemple, étant donné la nature internationale des marchés financiers, il est difficile pour une économie d'organiser à elle seule les données sur les marchés financiers à l'échelle mondiale.

Dans ces conditions, le FMI et le CSF ont adopté une démarche consultative internationale pour établir un formulaire type commun de communication des données pour les établissements d'importance systémique, avec la participation d'experts en stabilité financière, d'organismes de contrôle et de statisticiens des pays membres du CSF (G-20, Espagne, Hong Kong, Pays-Bas, Singapour et Suisse). Ce formulaire pourrait contribuer à normaliser l'information et à faciliter le partage des données sur les engagements communs et les liens entre établissements d'importance systémique. Mais la coordination n'est pas une panacée : il subsiste d'importants obstacles, tels que l'absence d'un cadre législatif adéquat pour le partage des données. Il faut aussi régler les questions de confidentialité des données divulguées et des droits de propriété du secteur privé.

Des avancées

Des progrès considérables ont été réalisés (FMI et CSF, 2009, 2010). Par exemple, le site des Principal Global Indicators (PGI) a été lancé en avril 2009 pour diffuser en temps opportun les statistiques des organismes internationaux participants portant sur le secteur financier, les administrations publiques, le secteur extérieur et le secteur réel, avec des liens vers les sites d'organisations internationales et nationales.

En établissant le site PGI, les sept organisations internationales composant le Groupe interagences de statistiques économiques et

financières ont reconnu qu'il importe de dépasser les méthodes traditionnelles de production statistique pour obtenir en temps utile et plus fréquemment un ensemble d'indicateurs économiques et financiers, au moins pour les pays d'importance systémique. En raison de la nature mondiale de la crise récente, les utilisateurs des données demandent à disposer plus rapidement et plus fréquemment de données plus comparables sur le plan international. Cette démarche mobilise les ressources existantes, exploite les avantages comparatifs de chaque organisme et favorise le partage des données d'une manière concertée. Les organismes internationaux ont accès à certaines catégories de données nationales qui sont présentées d'une manière généralement comparable entre pays.

Le site a déjà été amélioré plusieurs fois. On cherche maintenant à étendre la couverture au-delà des pays du G-20, en conjonction avec des initiatives du FMI, dont la promulgation de méthodologies statistiques internationales, l'harmonisation de la présentation des statistiques de finances publiques, l'amélioration de la communication des indicateurs de solidité financière et l'accroissement de la diffusion et de la transparence des données par le biais du système général de diffusion des données et de la norme spéciale de diffusion des données du FMI.

L'avenir

Des progrès sensibles ont été accomplis sur le plan de la disponibilité et de la comparabilité des données économiques et financières ces dernières années. Mais la crise qui a débuté en 2007 a soulevé des questions qui exigent de recourir à des méthodes de production statistique encore plus novatrices pour obtenir des indicateurs financiers et économiques en temps opportun et plus fréquemment et pour accroître la coopération entre les organismes internationaux. Les travaux en cours sur les lacunes des données et, en particulier, sur le formulaire type de déclaration FMI-CSF offrent une bonne occasion de mieux comprendre les questions touchant à la stabilité financière, en particulier celles ayant trait à l'interdépendance des établissements financiers d'importance systémique. ■

Adelheid Burgi-Schmelz est Directrice du Département des statistiques du FMI. Robert Heath, Andrew Kitili et Alfredo Leone, du même département, ont participé à la rédaction de cet article.

Bibliographie :

Burgi-Schmelz, Adelheid, 2009, «Les données à la rescousse», *Finances & Développement*, volume 46, no 1.

Inter-Agency Group on Economic and Financial Statistics, *Principal Global Indicators website*.

Fonds monétaire international, 2010, «High-Level Conference on Financial Crisis and Information Gaps» (Basel, April 8–9).

_____ et Secrétariat du Conseil de stabilité financière (CSF), 2009, «The Financial Crisis and Information Gaps: Report to the G-20 Finance Ministers and Central Bank Governors» (October).

_____, 2010, «The Financial Crisis and Information Gaps: Progress Report, Action Plans and Timetables» (May).

Schneider, Howard, 2010, «In the Wake of Financial Crises, IMF Seeks a New Role with Broader Authority», *The Washington Post*, May 20.

Tarullo, Daniel K., 2010, «Equipping Financial Regulators with the Tools Necessary to Monitor Systemic Risk», *Testimony before the U.S. Senate Committee on Banking, Housing, and Urban Affairs*, February 12.